

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DIRECTEUR DES POURSUITES
CRIMINELLES ET PÉNALES

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Document préparé par le Directeur des poursuites criminelles et pénales

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DIRECTEUR DES POURSUITES

CRIMINELLES ET PÉNALES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.1	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 :</p> <p>A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</p> <p>B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</p> <p>C) LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);</p> <p>E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</p> <p>F) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>G) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>- LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;</p> <p>- LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;</p> <p>H) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;</p> <p>I) LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;</p> <p>J) LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS;</p> <p>K) TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS;</p> <p>L) LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE.</p>	1
G.2	<p>POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2021-2022 :</p> <p>A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;</p> <p>B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>C) LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>D) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;</p> <p>E) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.</p>	2
G.3	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2021-2022, ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;</p> <p>B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</p> <p>E) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>G) LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.</p>	3

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :</p> <p>PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p> <p>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p> <p>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p>	4
G.5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p> <p>DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;</p> <p>E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;</p> <p>F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p>	5
G.6	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2021-2022, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F) L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.</p>	6
G.7	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B) LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C) LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;</p> <p>D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	14

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.8	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 :</p> <p>A) LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT; B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE); C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS; D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ; E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT; F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT; G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT; H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	15
G.9	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A) LE NOM DU PROJET; B) LA NATURE DU PROJET; C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU); D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET; E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET; F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE; G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET; H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES; I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR; J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET; K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE : - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS; M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2021-2022.</p>	16
G.10	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES:</p> <p>A) LA PHOTOCOPIE; B) LE MOBILIER DE BUREAU; C) L'AMEUBLEMENT; D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES; E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE; F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT; G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT; H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES; J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : I. A) AU QUÉBEC; II. B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.</p>	17

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.11	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;</p> <p>B) LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;</p> <p>C) LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;</p> <p>D) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;</p> <p>E) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;</p> <p>F) LES NOMS DES FOURNISSEURS;</p> <p>G) LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;</p> <p>H) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;</p> <p>I) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ;</p> <p>J) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;</p> <p>K) LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.</p>	18
G.12	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 :</p> <p>A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;</p> <p>F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>H) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>I) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>J) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>K) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;</p> <p>L) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>M) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>N) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>O) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;</p> <p>P) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;</p> <p>Q) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;</p> <p>R) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS.</p>	19

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.13	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 :</p> <p>A) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES.</p> <p>B) LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2020-2021 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES</p> <p>D) LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	36
G.14	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2021-2022 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>D) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>E) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>F) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>G) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>H) LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>I) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>J) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>K) S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;</p> <p>L) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.</p>	37
G.15	<p>CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :</p> <p>A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;</p> <p>B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;</p> <p>C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;</p> <p>D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.</p>	41
G.16	<p>POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2021-2022, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A) LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B) LES COÛTS;</p> <p>C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	42
G.18	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2021-2022, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C) LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	43
G.21	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B) PAR CATÉGORIE D'ÂGE;</p> <p>C) PRÉVISIONS POUR 2022-2023.</p>	44
G.23	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2021-2022, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A) LE COÛT DE CHACUN;</p> <p>B) LE FOURNISSEUR;</p> <p>C) LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.</p>	45
G.24	<p>LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.</p>	46

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.25	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A) LE NOM DU SITE WEB; B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; H) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE; I) LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS; J) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.	47
G.29	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	48
G.31	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2021-2022 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2022 POUR 2022-2023.	49
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2021-2022, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 ET 2023-2024, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	50
G.33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	51
G.35	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	52
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	53
G.37	POUR 2021-2022, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE : A) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS ; B) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	54
G.40	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) : A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) ; B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS ; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES ; D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI ; E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.	55
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	56
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	57

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.43	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :</p> <p>A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS ; B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION ; C) LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.</p>	58
G.44	<p>POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :</p> <p>A) LA DATE ; B) LA NATURE ; C) LES QUESTIONS POSÉES ; D) LES RÉPONSES ; E) LA FIRME RETENUE ; F) LES COÛTS.</p>	59
G.45	<p>POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :</p> <p>A) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT ; B) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.</p>	60
G.51	<p>AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :</p> <p>A) NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ B) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2021; C) PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ;</p>	61
G.52	<p>SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.</p>	62
G.53	<p>NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.</p>	63
G.54	<p>CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES; B) LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE) C) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.</p>	64
G.55	<p>CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :</p> <p>A) LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES; B) LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS; C) LA LISTE DES CONTRATS.</p>	65
G.56	<p>COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.</p>	66
G.57	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2021-2022 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D) LE MONTANT ACCORDÉ; E) LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p>	67
G.58	<p>NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2021-2022 :</p> <p>A) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; B) LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE); C) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; D) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.</p>	68

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.59	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	69
G.60	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016. A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉS; C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	70

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;
- I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;
- J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOYAGE	Coût
M ^E MARTIN CHALIFOUR (PROCUREUR EN CHEF) ET M ^E ÉRIC DE CHAMPLAIN (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT) : RENCONTRER L'ÉQUIPE <i>GUNS AND GANGS</i> DU SERVICE POLICIER DE TORONTO EN LIEN AVEC LA LUTTE AUX CRIMES PAR ARME À FEU, TORONTO (ONTARIO), DU 21 AU 23 SEPTEMBRE 2021.	2 761 \$
M ^E ÉRIC POUDRIER (PROCUREUR), M ^E JEAN-PHILIPPE MACKAY, M ^E ANTOINE DÉSAULNIERS (PROCUREUR) ET M ^E MARIE-FRANCE PLANTE (PROCUREURE) : PARTICIPER AU <i>CANMORE GUN CONFERENCE</i> , CANMORE (ALBERTA), DU 24 AU 29 OCTOBRE 2021.	3 275 \$

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 18).

[HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/INTRODUCTION.ASPX#](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/introduction.aspx#)

G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2021-2022 :

- A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT
- B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- C. LES COÛTS VENTILÉS;
- D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOYAGE	Coût
VOYAGE DANS LA RÉGION DE L'ABITIBI-ROUYN-NORANDA-TÉMISCAMINGUE – RENCONTRES AVEC LE PERSONNEL DES DIFFÉRENTS POINTS DE SERVICE, LES REPRÉSENTANTS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, LES SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES ET LE CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR – 16 AU 23 SEPTEMBRE 2021.	607 \$
VOYAGE DANS LA RÉGION DE L'EST-DU-QUÉBEC – RENCONTRES AVEC LE PERSONNEL DES DIFFÉRENTS POINTS DE SERVICE – 7 AU 14 OCTOBRE 2021.	322 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE DU DPCP EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 17).

[HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/FRAIS_DEPLACEMENT.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/frais_deplacement.aspx)

- G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :**
- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2021-2022, ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;
 - B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
 - C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
 - E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
 - G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.
-

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU DPCP EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).

[HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/CONTRAT_PUBLICITE.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/contrat_publicite.aspx)

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE. POUR LES CONTRATS DE 25 000 \$ ET MOINS, CEUX-CI PEUVENT ÊTRE CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- G. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

- I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
- L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
- M. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- N. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- O. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
SÉANCE DE PRISE D'IMAGES À L'OCCASION DE LA DÉMOLITION DE L'ANCIEN REPAIRE DES HELLS ANGELS À SHERBROOKE (30 JUIN 2021)	128 \$
COLLOQUE VIRTUEL PLACER LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES AU CENTRE DE NOS INTERVENTIONS : COMPRENDRE POUR MIEUX AGIR (1 ^{ER} AU 4 FÉVRIER 2022)	43 449 \$

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023;
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ORGANISÉE PAR L'ORGANISME

AUCUNE.

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
ISARTA	FACEBOOK ET INSTAGRAM ADS - COMMENT CRÉER DES CAMPAGNES ET DES PUBLICITÉS PERFORMANTES (FORMATION EN LIGNE)	489 \$	PRENDRE CONNAISSANCE DES PLUS RÉCENTES POSSIBILITÉS OFFERTES PAR LES PLATEFORMES PUBLICITAIRES DE FACEBOOK ET INSTAGRAM POUR JOINDRE DAVANTAGE D'ABONNÉS SUR CES RÉSEAUX
FORMATIONS INFOPRESSE	ENGAGER SES ÉQUIPES PAR L'INTRANET ET INFOLETTRE (FORMATION EN LIGNE)	639 \$	ACQUÉRIR DE NOUVELLES COMPÉTENCES EN VUE DE LA CONCEPTION D'OUTILS DE COMMUNICATION INTERNES QUI SUSCITENT L'ADHÉSION DU PERSONNEL
NATIONAL	FORMATION EN COMMUNICATION	2 415 \$	ACQUÉRIR DES CONNAISSANCES SUR LA COMMUNICATION PUBLIQUE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST EN PARTIE INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU DPCP EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 22 ET 23).

[HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/FRAIS_PARTICIPATION.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/frais_participation.aspx)

G.6 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2021-2022, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	BUT VISÉ	COÛT TOTAL
7148666 CANADA INC.	SERVICES DE TRANSCRIPTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 896,60 \$
9156-9483 QUÉBEC INC. (FORMATION SHAKESPEARE)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 625,00 \$
9156-9483 QUÉBEC INC. (FORMATION SHAKESPEARE)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	9 170,00 \$
9156-9483 QUÉBEC INC. (FORMATION SHAKESPEARE)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	10 400,00 \$
9162-6192 QUÉBEC INC.	SERVICES DE TRANSCRIPTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 049,50 \$
9162-6192 QUÉBEC INC.	SERVICES DE TRANSCRIPTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	2 028,70 \$
9162-6192 QUÉBEC INC.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	20 000,00 \$
9390-2716 QUÉBEC INC. (AUDREY TREMBLAY COACHING ET RH)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	3 750,00 \$
9420-8519 QUÉBEC INC.	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	4 445,34 \$
ACCENT FORMATION	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 895,00 \$
ACS AIR CHARTER SERVICE [CANADA] PASSENGER CORP.	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	10 449,43 \$

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	BUT VISÉ	COÛT TOTAL
AÉRONOLISEMENT	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	6 073,48 \$
AFI EXPERTISE	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	3 990,00 \$
AFI EXPERTISE	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	2 040,00 \$
AGENCE DE VOYAGE VACANCES INTER INC.	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	21 809,33 \$
AIR CREEBEC INC.	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	58 241,25 \$ ¹
AIR INUIT LTÉE	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	17 890,90 \$
ALARMS SÉCURTECH JE INC.	LOGICIELS	1 039,00 \$
ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	5 400,00 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN (IRON MOUNTAIN CANADA)	DESTRUCTION SUR PLACE DE DOCUMENTS PAPIER (DÉCHIQUETAGE/SÛRETÉ ET SÉCURITÉ PERSONNELLE	1 002,00 \$
ASSOCIATION DES SERVICES DE RÉHABILITATION SOCIALE DU QUÉBEC INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	2 250,00 \$
AUBERT, LINDA (STÉNOGRAPHE)	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	3 030,00 \$
BÉRUBÉ, ARLINE-AUDE (MÉDECIN)	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	9 500,00 \$
BOISJOLY, BÉDARD & ASSOCIÉS INC.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 239,00 \$
BOLDUC, CHRISTIANNE (PSYCHOLOGUE)	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	4 875,00 \$
BONDI, ANGELINA (TRADUCTEUR AGRÉÉ)	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 990,00 \$
BONDI, ANGELINA (TRADUCTEUR AGRÉÉ)	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	2 100,00 \$
BONDI, ANGELINA (TRADUCTEUR AGRÉÉ)	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	9 200,00 \$
BOUCHER, MARIE-ÈVE (004)	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	6 000,00 \$
BRAULT ET MARTINEAU	AMEUBLEMENT DE BUREAU/AMEUBLEMENT DE MAISON ET DE BUREAU	1 261,00 \$
BRIÈRE, NELLIE	INSCRIPTION À DES CONGRÈS OU COLLOQUES/ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES	11 400,00 \$
BROUILLETTE LÉGAL INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	7 200,00 \$
BUREAUTIQUE N. MALTAIS INC.	AMEUBLEMENT DE BUREAU/AMEUBLEMENT DE MAISON ET DE BUREAU	3 041,46 \$
C.P.U. DESIGN INC.	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	20 460,00 \$
C.P.U. DESIGN INC.	IMPRIMANTE MULTIFONCTION/MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	66 897,60 \$ ¹
CABINET DE RELATIONS PUBLIQUES NATIONAL INC., LE	SERVICES CONSEILS EN GESTION	24 000,00 \$
CATHERINE ACHIM M.D. INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	10 000,00 \$
CENTRE D'ÉVALUATION POUR ALCOOLIQUES ET TOXICOMANES INC. [CÉPAT]	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	15 000,00 \$
CHANTALE MOQUIN, STÉNOGRAPHE OFFICIELLE	SERVICES DE TRANSCRIPTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 427,20 \$

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	BUT VISÉ	COÛT TOTAL
CHARLES, GUERLINE	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 200,00 \$
CHARRON BOISSÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	SERVICES D'HUISSIER DE JUSTICE/SERVICES JURIDIQUES	15 000,00 \$
CHARRON BOISSÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	SERVICES D'HUISSIER DE JUSTICE/SERVICES JURIDIQUES	1 105,00 \$
CHARRON BOISSÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	SERVICES D'HUISSIER DE JUSTICE/SERVICES JURIDIQUES	1 765,58 \$
CITÉ MÉDICALE MONTRÉAL INC., LA	SERVICES HOSPITALIERS - PSYCHIATRIE/SERVICES DE SANTÉ GLOBAUX	6 000,00 \$
CLASSEMENT LUC BEAUDOIN INC.	ÉTAGÈRES ET MOBILIER MURAL	2 720,00 \$
CLASSEMENT LUC BEAUDOIN INC.	ÉTAGÈRES ET MOBILIER MURAL	1 880,00 \$
CLAUDE GUEJ & ASSOCIÉS PSYCHOLOGIE INDUSTRIELLE ET ORGANISAT. INC.	SERVICES-CONSEILS EN GESTION	24 000,00 \$
CNW GROUP LTD.	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS	19 229,34 \$
COMMUNICATION CNW (COMMUNICATION CNW QUÉBEC INC.)	DIFFUSION DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE SUR PORTAIL QUÉBEC, QUOTIDIENS, RADIOS, TÉLÉVISIONS	1 018,80 \$
COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA, LA	LOCATION DE VÉHICULES	1 080,00 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	COTISATION À DES ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES/ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES	7 500,00 \$
CONSULIS ENVIRONNEMENT DE BUREAU INC.	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	1 725,00 \$
CONSULIS ENVIRONNEMENT DE BUREAU INC.	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	2 097,00 \$
COPICOM SOLUTION INC.	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	2 651,25 \$
COPICOM SOLUTION INC.	IMPRIMANTE LASER/MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	55 027,31 \$ ¹
COURRIER PARLEMENTAIRE, LE (PUBLICATION MASS-MÉDIA INC.)	SUPPORTS IMPRIMÉS	2 050,00 \$
CPU SERVICE INC.	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	1 705,00 \$
CPU SERVICE INC.	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	1 890,00 \$
CRÉAPUB DESIGN (9045-1824 QUÉBEC INC.)	PUBLICITÉ IMPRIMÉE/PUBLICITÉ	5 700,00 \$
DÉFI ENTREPRISE EN SANTÉ	SPORTS RÉCRÉATIFS ET AMATEURS/SPORTS COMMERCIAUX	1 900,00 \$
DÉMÉNAGEMENT BYE BYE (6842569 CANADA INC.)	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	1 750,00 \$
DÉMÉNAGEMENT BYE BYE (6842569 CANADA INC.)	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	1 675,00 \$
DÉMÉNAGEMENT CHICOUTIMI 1997 INC.	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	1 172,50 \$
DÉMÉNAGEMENT DION [2003]	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	7 110,00 \$
DÉMÉNAGEMENT SB	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	3 200,00 \$

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	BUT VISÉ	COÛT TOTAL
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	3 700,00 \$
DESJARDINS HUISSIERS DE JUSTICE INC.	SERVICES D'HUISSIER DE JUSTICE/SERVICES JURIDIQUES	20 000,00 \$
DEVEAULT, RÉJEAN	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	9 500,00 \$
DISTRIBUTION S.T.O.P. OXYGEN INC.	MACHINE DE BUREAU, FOURNITURES ET ACCESSOIRE	2 080,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	3 750,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	7 500,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	24 000,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	2 000,00 \$
DRE FRANCE PROULX PSYCHIATRIE LÉGALE INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	4 500,00 \$
DUFRESNE, NADIA (002)	SERVICES DE TRANSCRIPTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 899,00 \$
DUMONT, JEAN (005)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	4 500,00 \$
ECMOR QUÉBEC INC.	ENTRETIEN ET SUPPORT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE/SERVICES INFORMATIQUES	2 500,00 \$
ÉDITIONS SR INC., LES	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS	3 934,00 \$
EKLO, PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	8 200,00 \$
EXTAL INSTALLATION ET RÉAMÉNAGEMENT DE BUREAU INC.	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	5 563,30 \$
FFA SERVICE D'EXPERTISES MÉDICALE	SERVICES D'EXPERTISE - PSYCHIATRIE/SERVICES DE SANTÉ GLOBAUX	8 000,00 \$
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER ALLIED	SERVICES D'HOMMES À TOUT FAIRE/SERVICES DE CONSTRUCTION, DE RÉPARATION ET D'ENTRETIEN D'IMMEUBLES	1 176,10 \$
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	SERVICES D'HOMMES À TOUT FAIRE/SERVICES DE CONSTRUCTION, DE RÉPARATION ET D'ENTRETIEN D'IMMEUBLES	10 000,00 \$
FOREST, JACQUES (004)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	3 500,00 \$
FOREST, JACQUES (004)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	3 044,14 \$
FORMATION QUALITEMPS INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 200,00 \$
G. CHAMBERLAND, M.D. INC	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	4 750,00 \$
G. CHAMBERLAND, M.D. INC	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	11 000,00 \$
G. CHAMBERLAND, M.D. INC	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	10 625,00 \$
G. CHAMBERLAND, M.D. INC	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	20 000,00 \$
G. CHAMBERLAND, M.D. INC	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	7 500,00 \$
GENEVIÈVE DENIS STÉNOGRAPHE OFFICIELLE INC.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	10 000,00 \$

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	BUT VISÉ	COÛT TOTAL
GILBERT, RENAUD (002)	SERVICES D'EXPERTS-CONSEIL OU DE REPRÉSENTANTS D'ORGANISMES NOMMÉS POUR SIÉGER SUR UN CONSEIL OU UN COMITÉ	6 700,00 \$
GRAND & TOY LIMITÉE	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	14 326,50 \$
GRAND & TOY LIMITÉE	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	5 394,00 \$
GRAND & TOY LIMITÉE	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	3 519,80 \$
GRAND & TOY LIMITÉE	MACHINE DE BUREAU, FOURNITURES ET ACCESSOIRE	9 852,27 \$
GROUPE CFC	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	7 000,00 \$
GROUPE CONTEX INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	2 904,00 \$
GROUPE DE LA GESTION JURICOMPTABLE DE SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	24 000,00 \$
GROUPE MAGNITUDE INC.	FOURNITURES DE BUREAU	2 350,00 \$
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	SERVICES D'HUISSIER DE JUSTICE/SERVICES JURIDIQUES	5 000,00 \$
HECTOR INC.	SERVICES EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION/SERVICES INFORMATIQUES	11 534,87 \$
HÔTEL DES COUTELLIER INC.	HÔTELS ET LIEUX D'HÉBERGEMENT ET DE RÉUNION	3 000,00 \$
IMMEUBLES GUY MARCOUX INC., LES	LOCATION DE PROPRIÉTÉS OU D'IMMEUBLES/SERVICES IMMOBILIERS	3 600,00 \$
IMMEUBLES GUY MARCOUX INC., LES	LOCATION DE PROPRIÉTÉS OU D'IMMEUBLES/SERVICES IMMOBILIERS	3 600,00 \$
INSTITUTALPHA	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 250,00 \$
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PROSECUTORS	COTISATION À DES ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES/ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES	2 873,24 \$
ITI INC.	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	1 485,00 \$
JUL SOLUTIONS	CLASSEURS OU ACCESSOIRES/AMEUBLEMENT DE MAISON ET DE BUREAU	8 586,49 \$
KADIRI, HASNAA	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	3 645,43 \$
KALRA, SUVIDHA	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 800,00 \$
KELENY INC.	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	2 940,00 \$
LACOURSIÈRE INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	6 400,00 \$
LAFORTUNE LÉGAL	SERVICES DE RÉDACTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 413,63 \$
LARAMÉE, CHRISTINE	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	3 920,00 \$

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	BUT VISÉ	COÛT TOTAL
LEBEL-BOURNIVAL, VINCENT (STÉNOGRAPHE)	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 003,26 \$
LECLERC, SUZANNE (MÉDECIN)	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	20 000,00 \$
LÉGER	SERVICES DE SONDAGE - ÉCHANTILLON DE LA POPULATION/SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES	3 500,00 \$
LEXISNEXIS CANADA INC.	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS	4 015,80 \$
M2D LEADERSHIP	SERVICES EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION/SERVICES INFORMATIQUES	20 000,00 \$
MAHMOUD AMINI	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	3 292,00 \$
MAX AVIATION INC.	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	184 479,34 \$ ¹
MÉDIA-COACH INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	5 500,00 \$
MESSAGER RAPIDE ESTRIE INC.	SERVICES D'EXPÉDITION, DE RAMASSAGE OU DE LIVRAISON DU COURRIER/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	9 500,00 \$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	LOGICIELS	28 951,78 \$ ¹
MOQUIN, CHANTALE (STÉNOGRAPHE)	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	9 500,00 \$
MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 016,25 \$
NORTHERN MICRO INC.	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	5 389,92 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	6 775,00 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	5 246,50 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER)	FOURNITURES DE BUREAU	11 059,19 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	SERVICES D'HUISSIER DE JUSTICE/SERVICES JURIDIQUES	1 403,01 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	SERVICES D'HUISSIER DE JUSTICE/SERVICES JURIDIQUES	1 029,15 \$
PATIN, AURÉLIE (STÉNOGRAPHE)	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	3 500,00 \$
PATRICK POIRIER TRANSPORT INC.	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	4 195,00 \$
PAULETTE HOUDE S.O.	SERVICES DE TRANSCRIPTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 572,30 \$
POINT EN ADMINISTRATION DE LA SANTÉ, LE	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 275,00 \$
PROFESSIONNELS EN RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS S.A.	SERVICES DE GESTION OU D'ANALYSE DES PROBLÈMES SOCIAUX/SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES	8 400,00 \$
PROPAIR INC.	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	44 251,22 \$ ¹
PROTECTION INCENDIE PC INC.	SYSTÈMES D'EXTINCTION INCENDIE OU DE DÉTECTION D'INCENDIE D'AÉRONEF/ÉQUIPEMENT, SYSTÈMES ET ÉLÉMENTS AÉROSPATIAUX	1 112,00 \$
QUÉBEC NUMÉRIQUE	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 224,95 \$

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	BUT VISÉ	COÛT TOTAL
QUO VADIS INTERNATIONAL LTÉE	FOURNITURES DE BUREAU	1 573,92 \$
RAYSOURCE INC.	ÉTAGÈRES ET MOBILIER MURAL	9 992,50 \$
REGAIN GROUPE CONSEIL INC.	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 860,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	COTISATION À DES ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES/ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS CIVIQUES	2 904,96 \$
SALTER, ANNA C. (ÉTATS-UNIS)	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	3 000,00 \$
SAPHIR DÉMÉNAGEMENT	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	4 200,00 \$
SERVICE SCOLAIRE DE ROUYN INC.	CLASSEURS OU ACCESSOIRES/AMEUBLEMENT DE MAISON ET DE BUREAU	1 950,00 \$
SERVICE SCOLAIRE DE ROUYN INC.	CLASSEURS OU ACCESSOIRES/AMEUBLEMENT DE MAISON ET DE BUREAU	1 039,98 \$
SERVICE SCOLAIRE DE ROUYN INC.	CLASSEURS OU ACCESSOIRES/AMEUBLEMENT DE MAISON ET DE BUREAU	1 514,97 \$
SERVICES D'EXPERTISES MÉDICO-LÉGALES JURIMED INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	10 000,00 \$
SERVICES MÉDICAUX LOUIS MORISSETTE INC., LES	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	15 000,00 \$
SIGNÉ FRANÇOIS ROY INC.	FOURNITURES DE BUREAU	1 295,00 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC INC. (SPAQ)	DROITS DE STATIONNEMENT/TRANSPORT DE PASSAGERS	8 266,13 \$
SOFTCHOICE LP	ENTRETIEN ET SUPPORT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE/SERVICES INFORMATIQUES	9 242,80 \$
SOLUTIONS M3	CLASSEURS OU ACCESSOIRES/AMEUBLEMENT DE MAISON ET DE BUREAU	1 578,00 \$
STÉNO MAX INC.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	2 092,55 \$
STÉNOEXPRESS (9296-1341 QUÉBEC INC.)	SERVICES DE TRANSCRIPTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	4 783,96 \$
STÉNOEXPRESS (9296-1341 QUÉBEC INC.)	SERVICES DE TRANSCRIPTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	4 200,28 \$
STÉNOEXPRESS (9296-1341 QUÉBEC INC.)	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	12 000,00 \$
STÉNOFAC INC.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	4 500,00 \$
STÉNOFAC INC.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	4 500,00 \$
STÉNOFAC INC.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 340,43 \$
TAXI COOP QUÉBEC	SERVICES DE TAXI/TRANSPORT DE PASSAGERS	2 210,27
TC MÉDIA LIVRES INC.	LIVRES DE BIBLIOTHÈQUE OU CARTES D'USAGER/PRODUITS DE PAPIER	4 595,00 \$
TECHNOLOGIA	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 290,00 \$
THÉMIS MULTIFACTUM INC.	SERVICES DE TRANSCRIPTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	6 314,11 \$
THÉMIS MULTIFACTUM INC.	SERVICES DE TRANSCRIPTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	3 000,00 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS	78 767,00 \$ ¹
TRADUCTION ELGUE.COM	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	2 016,84 \$
TRADUCTION GUY DEMERS INC.	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	5 000,00 \$

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	BUT VISÉ	Coût TOTAL
TRADUCTION GUY DEMERS INC.	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	7 500,00 \$
TRADUCTION GUY DEMERS INC.	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	2 342,00 \$
TRADUCTION GUY DEMERS INC.	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	20 000,00 \$
TRADUCTION GUY DEMERS INC.	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 289,12 \$
TRADUCTION GUY DEMERS INC.	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	3 715,32 \$
TRADUCTION GUY DEMERS INC.	SERVICES DE TRADUCTION/RÉDACTION ET TRADUCTION	1 072,12 \$
TRANSPORT M. C.	SERVICES DE DÉMÉNAGEMENT/TRANSPORT DE COURRIER ET DE MARCHANDISES	2 800,00 \$
ULINE	FOURNITURES DE BUREAU	1 033,59 \$
ULINE	FOURNITURES DE BUREAU	1 685,27 \$
VERSALYS	FORMATION AU TRAVAIL/PERFECTIONNEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE/FORMATION PROFESSIONNELLE	1 988,00 \$
VOODOO OBJETS PROMOTIONNELS INC.	MATÉRIEL PROMOTIONNEL OU RAPPORTS ANNUELS/SUPPORTS IMPRIMÉS	3 060,00 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	100 376,90 \$ ¹
VOYAGES CAA-QUÉBEC	VOYAGES PAR AVIONS NOLISÉS/TRANSPORT DE PASSAGERS	12 788,39 \$
WOLTERS KLUWER CANADA LIMITED	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS	1 121,00
WOLTERS KLUWER CANADA LIMITED	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS	2 150,00 \$
WOLTERS KLUWER CANADA LIMITED	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE	1 150,00 \$
XEROX CANADA LTÉE	IMPRIMANTE MULTIFONCTION/MATÉRIEL ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	22 999,20 \$
YVES R. HAMEL ET ASSOCIÉS INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	10 500,00 \$
YVES R. HAMEL ET ASSOCIÉS INC.	SERVICES DE TÉMOINS EXPERTS/SERVICES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	15 000,00 \$

¹ REGROUPEMENT DE PLUSIEURS FACTURES ENTRE 1 000 \$ ET 24 999 \$.

POUR LES CONTRATS DE 25 000 \$ ET PLUS, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS//SEAO.CA](https://seao.ca).

G.7 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
 - B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
 - C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;
 - D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
 - E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.
-

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/).

G.8 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2022-2023 :

- A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;
 - B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
 - C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
 - D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
 - E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
 - F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
 - G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
 - H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.
-

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://WWW.SEAO.CA/](http://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

- G.9 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :**
- A. LE NOM DU PROJET;**
 - B. LA NATURE DU PROJET;**
 - C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);**
 - D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;**
 - E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;**
 - F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;**
 - G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;**
 - H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;**
 - I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;**
 - J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;**
 - K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :**
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
 - L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;**
 - M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2021-2022.**
-

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DE L'INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE :
[HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/TABLEAU-DE-BORD/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/).

G.10 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A. LA PHOTOCOPIE;
- B. LE MOBILIER DE BUREAU;
- C. L'AMEUBLEMENT;
- D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
- E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - a. AU QUÉBEC;
 - b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

	DÉPENSES
PHOTOCOPIE	N/D
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	167 \$
DÉCORATION ET EMBELLEMENT	0 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	11 026 \$
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)	0 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	175 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0 \$
TOTAL	11 367 \$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.11 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2021-2022, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- D. LE COÛTS D'UTILISATION DES APPAREILS;
- E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- F. LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- J. LES COÛTS DE RÉILIATION, S'IL Y A LIEU;
- K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DPCP REMBOURSE UN MONTANT GLOBAL AU MJQ POUR L'OBTENTION DES SERVICES INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATION. CES INFORMATIONS SONT INCLUSES DANS LES DONNÉES DU MJQ.

L'INFORMATION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU DPCP EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 25).

[HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/CONTRAT_TELECOM.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/contrat_telecom.aspx)

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

G.12 A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

LES RÉPONSES À CES QUESTIONS SERONT TRANSMISES PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

G.12.C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

G.12.F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

H. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER À DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

G.12.I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

G.12.J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

G.12.K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

G.12.L. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

M. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

G.12.N. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.12.O. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2021-2022 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN POSTE N'À ÉTÉ ABOLI POUR 2021-2022.

G.12.Q. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

R. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

	2021-2022
NOMBRE DE POSTES VACANTS	N/D

G.13 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2022-2023 :

- A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;**
 - B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;**
 - C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**
-
-

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- A. LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**
- B. POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.**
- C. AU TOTAL, LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DURANT LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022 S'ÉLÈVE À 15.**

G.14 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2021-2022 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;
- K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;
- L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2021	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725 RUE HARVEY, ALMA, Qc G8B 1P5	36 731 \$	249,05	12 581 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
891 3 ^E RUE, AMOS, Qc J9T 2T4	99 938 \$	485,63	25 526 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
27 BOULEVARD SAINT-BENOIT, AMQUI, Qc G5J 2E4	5 334 \$	23,46			2028-12-31	MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MATAPÉDIA
71 AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU, Qc G4Z 1N2	63 582 \$	273,42			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
30 RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY, Qc J0X 1K0	14 583 \$	55,75			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
17 RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER, Qc G0C 1J0	11 060 \$	58,68			2024-10-31	MAISON MONTI ENR.
860 3 ^E RUE, CHIBOUGAMAU, Qc G8P 1P9	2 758 \$	15,59			2024-04-30	LES IMMEUBLES DU NORD
1680 BOULEVARD SAINT- JOSEPH, DRUMMONDVILLE, Qc J2C 2G3	82 067 \$	419,58	4 060 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
134 ROUTE 138, FORESTVILLE, Qc G0T 1E0	1 535 \$	11,33			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
170 RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU, Qc J8X 4C2	459 031 \$	1 733,02	5 005 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
77 RUE PRINCIPALE, GRANBY, Qc J2G 9B3	102 771 \$	684,92			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
450 RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE, Qc J6E 2Y8	216 480 \$	1 082,94			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
KUUJUAQ, Qc	82 027 \$	109,79			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2021	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
604 SIURALIKUUT STREET, KUUJUAQ, QC J0M 1C0	24 066 \$	68,42			2027-03-31	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK
30 CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE, QC G5A 1A3	56 250 \$	161,74			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
655 2 ^E RUE, LA SARRE, QC J9Z 2Y9	2 275 \$	11,55			2024-05-31	LES IMMEUBLES NORBI INC.
290 RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE, QC G9X 3Z8	31 681 \$	176,97	668 \$		2035-05-14	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CARREFOUR LA TUQUE (1995)
2800 BOULEVARD SAINT- MARTIN, LAVAL, QC H7T 2S9	365 157 \$	1 278,29	726 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1255 CHEMIN DU TREMBLAY, LONGUEUIL, QC J4N 0G3	168 907 \$	648,68			2028-01-31	ROCHFORD, DANIEL
2178 RUE DU COLISÉE, LONGUEUIL, QC J4N 0H3	162 560 \$	617,46	30 532 \$		2028-01-31	ROCHFORD, DANIEL
25 BOULEVARD LA FAYETTE, LONGUEUIL, QC J4K 5C7	12 963 \$	43,14			2027-11-30	IMM. REDBOURNE SOUTH SHORE INC.
2555 BOULEVARD ROLAND- THERRIEN, LONGUEUIL, QC J4M 2J4	275 402 \$	1 469,78			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
266 RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI, QC J9E 2J8	35 941 \$	194,12			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
382 AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE, QC G4W 3B3	18 986 \$	81,53			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
597 AVENUE DU PHARE, MATANE, QC G4W 4L6	72 913 \$	394,62	402 \$		2025-12-31	9272-4053 QUÉBEC INC.
40 AVENUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI, QC G5H 1W8	3 071 \$	35,68	598 \$		2024-03-31	CORPORATION MUNICIPALE DE MONT-JOLI
645 RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER, QC J9L 1T1	100 372 \$	296,91			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
110 AVENUE JACQUES- CARTIER, MONTMAGNY, QC G5V 0G5	182 547 \$	389,14			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1 RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL, QC H2Y 1B6	377 156 \$	7 308,62	33 008 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
380 RUE SAINT-ANTOINE, MONTRÉAL, QC H2Y 3X7	1 527 981 \$	3 604,89	1 753 \$		2027-12-31	747 RUE SQUARE VICTORIA INC.
410 RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL, QC H2S 1X3	1 705 233 \$	1 574,69	306 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
450 BOULEVARD GOUIN, MONTRÉAL, QC H3L 3W3	281 526 \$	702,20			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
87 BOULEVARD GÉRARD-D.- LÉVESQUE, NEW CARLISLE, QC G0C 1Z0	63 596 \$	234,50			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
124 ROUTE 132, PERCÉ, QC G0C 2L0	61 828 \$	192,92			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
ROUTE PUVIRNITUK, PUVIRNITUK, PUVIRNITUQ, QC J0M 1P0	28 793 \$	39,96			2024-01-31	ASSOCIATION COOPÉRATIVE DE POVUNGNITUK
1665 BOULEVARD WILFRID-HAMEL, QUÉBEC, QC G1N 3Y7	2 871 \$	29,20			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
2828 BOULEVARD LAURIER, QUÉBEC, QC G1V 0B9	1 853 279 \$	6 341,55	9 157 \$		2026-01-31	COMPLEXE JULES-DALLAIRE INC.
300 BOULEVARD JEAN- LESAGE, QUÉBEC, QC G1K 8K6	628 489 \$	2 917,39			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2021	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
400 BOULEVARD JEAN- LESAGE, QUÉBEC, QC G1K 8W1	73 426 \$	330,77			2027-01-31	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
183 AVENUE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI, QC G5L 5J1	486 123 \$	1 128,62			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
33 RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP, QC G5R 1J1	105 390 \$	436,53			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
53 BOULEVARD DE L'ANSE, ROBERVAL, QC G8H 1Z1	108 698 \$	394,44			2024-03-31	DISTILLERIE BEEMER INC.
750 BOULEVARD SAINT- JOSEPH, ROBERVAL, QC G8H 2L5 INCENDIE MAI 2021(REMPLACEMENT D'ESPACE À ALMA)	14 400 \$	142,75			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
180 BOULEVARD RIDEAU, ROUYN-NORANDA, QC J9X 1N9	126 194 \$	514,65	1 571 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
2 AVENUE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA, QC J9X 2N9	13 940 \$	50,28			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
227 RUE RACINE, SAGUENAY, QC G7H 7B4	190 935 \$	747,97	118 911 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
10 BOULEVARD SAINTE-ANNE, SAINTE-ANNE-DES- MONTS, QC G4V 1P3	17 886 \$	101,83			2026-04-30	LOGISTIQUE POLAR INC.
1395, RUE DANIEL-JOHNSON EST, SAINT-HYACINTHE, J2S 7Y6	0 \$	500,00	9 436 \$		2025-12-31	LES IMMEUBLES ROBIN INC.
3800, RUE CUSSON, SAINT-HYACINTHE, J2S 8V6	0 \$	83,00			2025-12-31	LES IMMEUBLES ROBIN INC.
1550 RUE DESSAULLES, SAINT-HYACINTHE, QC J2S 2S8	120 609 \$	RÉTROCÉDÉ 28 FÉVRIER			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
109 RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR- RICHELIEU, QC J3B 2C2	176 361 \$	691,10	613 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
25(ANNEXE) RUE DE MARTIGNY, SAINT-JÉRÔME, QC J7Y 4Z1	957 544 \$	2 595,54			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
795 AVENUE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE- BEUCE, QC G0S 2V0	67 695 \$	318,14			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
74 RUE ACADÉMIE, SALABERRY-DE- VALLEYFIELD, QC J6T 0B8	388 826 \$	1 256,34	891 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
106 RUE NAPOLÉON, SEPT-ÎLES, QC G4R 3L7	75 989 \$	364,47	61 502 \$		2027-09-30	APPARTEMENTS MINGAN
425 BOULEVARD LAURE, SEPT-ÎLES, QC G4R 1X6	24 040 \$	81,88			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
212 6 ^E RUE DE LA POINTE, SHAWINIGAN, QC G9N 8B6	101 919 \$	445,10	3 738 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
375 RUE KING, SHERBROOKE, QC J1H 6B9	207 739 \$	1 048,72	374 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
46 RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY, QC J3P 6N5	66 773 \$	267,10			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
693 RUE SAINT-ALPHONSE, THETFORD MINES, QC G6G 3X3	61 598 \$	221,34			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2021	COÛT DE RÉSILIATION	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
850 RUE HART, TROIS-RIVIÈRES, QC G9A 1T9	182 825 \$	699,40	1 102 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
878 RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES, QC G9A 4P8	75 618 \$	408,76	328 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
900 7 ^E RUE, VAL-D'OR, QC J9P 3P8	142 831 \$	349,56	840 \$		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
800 BOULEVARD DES BOIS- FRANCS, VICTORIAVILLE, QC G6P 5W5	103 729 \$	484,12			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
8 RUE SAINT-GABRIEL, VILLE-MARIE, QC J9V 1Z9	12 153 \$	58,47			INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27). [HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/FRAIS_BAIL.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/frais_bail.aspx)

G.15 CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :

- A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;**
 - B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;**
 - C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;**
 - D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.**
-

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

G.16 POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2021-2022, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

- A. LES DATES DES TRAVAUX;
- B. LES COÛTS;
- C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ENDROIT	COÛT	FIRME AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX
2828, BOULEVARD LAURIER, QUÉBEC	167 \$	LES DÉMÉNAGEURS AMJ CAMPBELL
TOTAL	167 \$	

G.18 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2021-2022 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
- B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU DPCP EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 26).

[HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/SERVICES/ACCES-INFORMATION-PROTECTION.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/services/acces-information-protection.aspx)

G.21 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);

B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;

C. PRÉVISIONS 2022-2023.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.23 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2021-2022, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
ADOBE INC.	117 \$	ABONNEMENT À UNE BASE DE DONNÉES D'IMAGES
BOOSTALAB	199 \$	ABONNEMENT À UN GUIDE DE TRAVAIL SUR LE WEB
CÉDROM SNI INC.	19 229 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
COURRIER PARLEMENTAIRE, LE (PUBLICATION MASS-MÉDIA INC.)	2 050 \$	ABONNEMENT AU COURRIER PARLEMENTAIRE (LCP) ET L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE (LAG)
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	441 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS SR INC., LES	5 100 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
EMOND PUBLISHING	129 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
FONDS DES BIENS ET DES SERVICES (MTESS)	250 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT ÉLECTRONIQUE)
ICONOSQUARE	509 \$	ABONNEMENT UNE BASE DE DONNÉE POUR RAPPORTS DE STATISTIQUES DES RÉSEAUX SOCIAUX
LEXISNEXIS CANADA INC.	89 146 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	1 829 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
MANGOOLS	121 \$	ABONNEMENT À UN OUTIL DE RECHERCHE PAR MOTS-CLÉS UTILISÉ PAR LES INTERNAUTES
RENAUD BRAY	66 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
REPORTING NINJA	250 \$	ABONNEMENT UNE BASE DE DONNÉES POUR RAPPORTS DE STATISTIQUES GLOBAUX
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	282 012 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHES INTERNET (AZIMUT)
SOUNDSTRIP INC.	310 \$	ABONNEMENT À UNE BASE DE DONNÉES POUR BANDES SONORES
TC MÉDIAS LIVRES INC.	803 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	542 217 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
WILSON & LAFLEUR, LTÉE	639 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER) ET ABONNEMENT À L'ANNULAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC
WOLTERS KLUWER CANADA LIMITED	6 634 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)

G.24 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUNE.

G.25 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A. LE NOM DU SITE WEB;
- B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
- G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- H. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE;
- I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS;
- J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.DPCP.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CENTRE DE DÉVELOPPEMENT NEXIO INC. (FUSEPOINT SERVICE D'INFOGÉRANCE INC.) SITE CRÉÉ EN 2009.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	44 175 \$ EN 2009.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LES COÛTS SONT INCLUS DANS L'ENTENTE DE SERVICES EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES CONCLUE AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	AUCUN EN 2021-2022.
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN EN 2021-2022.

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTPS://DIVULGATION.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	M2P INC. A CRÉÉ LE SITE EN 2009.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	LE SITE A ÉTÉ CONÇU PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. AUCUN COÛT DE CONSTRUCTION N'A ÉTÉ ASSUMÉ PAR LE DPCP.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	71 335 \$ EN 2021-2022.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	AUCUN EN 2021-2022.
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	AUCUN EN 2021-2022.

G.29 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.31 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2021-2022 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2022 POUR 2022-2023.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.32 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2021-2022, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDICER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS VERSÉES À UNE CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES AU SEIN DE SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) A OBTENU UN FINANCEMENT DE 166 506,82 \$ POUR LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE, ET CE, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021-2022.

SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA ACCORDE CE FINANCEMENT DANS LE BUT D'ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES, D'IDENTIFIER ET DE RETRACER DES DÉLINQUANTS VIOLENTS À RISQUE ÉLEVÉ SUSCEPTIBLES DE NUIRE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

EN EFFET, LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE PERMET AUX PROCUREURS DU DPCP DE REPÉRER LES DÉLINQUANTS VIOLENTS À RISQUE ÉLEVÉ. EN GÉNÉRAL, LES DÉLINQUANTS CONSIDÉRÉS COMME SUSCEPTIBLES DE FAIRE L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉCLARATION DE DÉLINQUANTS DANGEREUX (DD) OU DE DÉLINQUANTS PURGEANT UNE PEINE DE LONGUE DURÉE, S'ILS VIENNENT À COMMETTRE UNE NOUVELLE INFRACTION, SONT FICHÉS DANS LE SYSTÈME NATIONAL DU CENTRE D'INFORMATION DE LA POLICE CANADIENNE (CIPC). AINSI, S'ILS COMMETTENT EFFECTIVEMENT UNE NOUVELLE INFRACTION, LES PROCUREURS SONT RAPIDEMENT ALERTÉS DE LEUR SITUATION ET DES MESURES SONT PRISES POUR ENVISAGER UNE DEMANDE DE DÉCLARATION DE DÉLINQUANT DANGEREUX OU DE DÉLINQUANT PURGEANT UNE PEINE DE LONGUE DURÉE.

ADMINISTRATION DE LA *LOI SUR LES CONTRAVENTIONS*

ÉGALEMENT, UN ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA *LOI SUR LES CONTRAVENTIONS* (2013) A ÉTÉ CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, LE 6 MAI 2013, POUR LEQUEL LE DPCP RECEVRA UN REMBOURSEMENT ESTIMÉ À 334 501 \$ POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022.

CET ACCORD PRÉVOIT NOTAMMENT LA POURSUITE DES CONTRAVENTIONS, L'IMPOSITION ET L'EXÉCUTION DU PAIEMENT DES AMENDES ET DES FRAIS AFFÉRENTS AUX CONTRAVENTIONS COMMISES DANS LA PROVINCE AINSI QUE SUR LE PARTAGE AVEC CETTE PROVINCE DES AMENDES ET DES FRAIS PERÇUS QUI ONT ÉTÉ IMPOSÉS EN VERTU DE LA *LOI SUR LES CONTRAVENTIONS*.

G.33 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Aucun.

* SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 27 FÉVRIER 2022.
LES PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS PAYÉES AUX PROFESSIONNELS ET FONCTIONNAIRES ONT ÉTÉ ABOLIES AU 1^{ER} AVRIL 2019 À LA SUITE DE L'ADOPTION DES NOUVELLES CONDITIONS DE TRAVAIL.

G.35 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

¹ SOURCE : SAGIR DONNÉES EN DATE DU 27 FÉVRIER 2022.

G.36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.37 POUR 2021-2022, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :

- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
- B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

- G.40 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :**
- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
 - B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
 - C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
 - D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
 - E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.
-

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- A. SELON LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS ET DÉPENSES EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2021-2022, LA DÉPENSE TOTALE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES (OPÉRATION ET CAPITAL) S'ÉLÈVE À 17 350 700 \$.
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD DES PROJETS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/).
- C. CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES.
- D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.
- E. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2021-2022 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.43 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
- B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
- C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DE L'ASSOCIATION	Coût total¹
ASSOCIATION DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DU QUÉBEC	200 \$
ASSOCIATION DES RESPONSABLES DE GESTION DES PLAINTES	300 \$
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS	2 873 \$
ASSOCIATION NATIONALE DES PROCUREURS	118 \$
BARREAU DU QUÉBEC	1 329 532 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	1 549 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	7 500 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC (CPA)	1 116 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	2 905 \$

¹ À NOTER QUE LES DONNÉES SONT AU 28 FÉVRIER 2022.

G.44 POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A. LA DATE;
- B. LA NATURE;
- C. LES QUESTIONS POSÉES;
- D. LES RÉPONSES;
- E. LA FIRME RETENUE;
- F. LES COÛTS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

SUJET DU SONDAGE	FIRME	Coût
CONSULTATION DE LA POPULATION AU REGARD DE DEUX OBJECTIFS PRÉVUS AU PLAN STRATÉGIQUE 2019-2023 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	LÉGER	3 500 \$

G.45 POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT ;
- B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	0 \$	0
INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX	383 \$	1

G.51 AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2021-2022, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :

- A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;**
 - B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2022;**
 - C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.**
-

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.52 SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2021-2022 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.6.

LA SOMME ALLOUÉE EN 2021-2022 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL EST DE 15 946 \$.

G.53 NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.54 CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022 :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES;
- B. LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);
- C. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- A. 17 510 \$
- B. CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES.
- C.

RESSOURCES EXTERNES (FOURNISSEURS)	CONTRAT (TITRE DE LA FORMATION)	SOMMES DÉPENSÉES 2021-2022
BARREAU DU QUÉBEC	CES AVOCATS QUI EN ONT TROP ET LEUR BIEN-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE	81 \$
CNESST	CONNAÎTRE LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX ET AGIR FACE À CEUX-CI : QUAND SANTÉ INDIVIDUELLE ET SANTÉ ORGANISATIONNELLE VONT DE PAIR	130 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	SÉCURITÉ PSYCHOLOGIQUE : ENSEMBLE VERS UN MIEUX-ÊTRE	1 275 \$
BARREAU DU QUÉBEC	AVOCATS QUÉBÉCOIS PLUS STRESSÉS QUE LES AUTRES?	59 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	GESTION DES COMPORTEMENTS INACCEPTABLES	475 \$
INSTITUT ALPHA DRE PASCALE BRILLON	FATIGUE DE COMPASSION ET LE TRAUMA VICARIANT : MIEUX LES RECONNAÎTRE ET MIEUX S'EN PROTÉGER	2 075 \$
LA PORTE ROUGE CONSULTATION INC. JULIE FOURNIER	FATIGUE DE COMPASSION ET RÉSILIENCE VICARIANTE : RECONNAÎTRE LES DEUX CÔTÉS DE LA MÉDAILLE	490 \$
CNESST	QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL : COMMENT LA COVID-19 VA-T-ELLE TRANSFORMER LA SANTÉ ORGANISATIONNELLE?	75 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	TROUBLES DE LA PERSONNALITÉ : PARTICULARITÉS ET ENJEUX DE GESTION	12 500 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	PROBLÉMATIQUES DE SANTÉ MENTALE AU TRAVAIL : PARTICULARITÉS ET ENJEUX DE GESTION	350 \$

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/) AINSI QU'ÀUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.55 CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2021-2022, FOURNIR :

- A. LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES;**
- B. LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS;**
- C. LA LISTE DES CONTRATS.**

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES LOGÉS DANS UN IMMEUBLE DONT CELLE-CI EST PROPRIÉTAIRE OU LOCATAIRE.

G.56 COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

G.57 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2021-2022 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

G.58 NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES EN 2021-2022 :

- A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
 - B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);
 - C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
 - D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
-

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2021-2022** DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.

G.59 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	HONORAIRE
COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	ÉVALUER, TOUS LES QUATRE ANS, SI LA RÉMUNÉRATION, LES RÉGIMES COLLECTIFS, LES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI ONT DES INCIDENCES PÉCUNIAIRES, CELLES QUI CONCERNENT LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL SONT ADÉQUATS. LE RAPPORT DU COMITÉ EST DÉPOSÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE QUI PEUT APPROUVER, MODIFIER OU REJETER, EN TOUT OU EN PARTIE, LES RECOMMANDATIONS.	AUCUNE DÉPENSE

G.60 VEUILLEZ INDICER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016.

- A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
 - B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;
 - C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.
-

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
122	1 280 550 \$